

# Hémecht

**Revue d'Histoire luxembourgeoise**

transnationale, locale, interdisciplinaire

**Zeitschrift für Luxemburger Geschichte**

transnational, lokal, interdisziplinär

**69. Jahrgang**

**2017**

**Heft 3-4**

Daniel Thilman

## La participation des Juifs au Luxembourg à la vie politique dans l'entre-deux-guerres

### Introduction

« En dépit de leurs réussites financières, les [I]sraélites du Grand-Duché se sont tenus généralement à l'écart de l'activité politique en se contentant de faire la 'politique communautaire'. Dans les rares cas où ils ont participé à la vie publique, comme Emile Godchaux, Marcel Cahen, ils ont su gagner l'estime de la plupart de leurs concitoyens. A leur époque, l'émancipation juive avait déjà atteint un degré où, en principe, il était loisible à chaque Israélite de participer aux affaires de la Commune et de l'Etat. » Telles furent les conclusions que tiraient le grand-rabbin Chanaan Lehrmann et son épouse Graziella dans leur présentation de l'histoire de la communauté juive du Luxembourg<sup>1</sup>. Paul Cerf et Isi Finkelstein, également auteurs de monographies régulièrement citées, en venaient à un constat similaire : « Sur le plan politique, les juifs eschois ont toujours été d'une grande discrétion. Aucun juif n'a figuré sur des listes de candidats [...]. »<sup>2</sup>

Depuis quelques années, l'histoire des Juifs au Luxembourg est étudiée et leur sort subi durant l'occupation nazie retracé et sorti de l'oubli. Cependant, il n'existe toujours pas de recherche systématique par rapport aux Juifs engagés dans la vie politique (communale). Des cas isolés sont cités et présentés dans des publications d'Henri Wehenkel et de son épouse Janine Wehenkel-Frisch<sup>3</sup>. En 1970 déjà, Roby Glesener a décrit la carrière de Salomon Kanagur, un Juif installé à Rumelange et engagé en politique<sup>4</sup>. D'autres historiens locaux, Arthur Muller et Will Dondelinger,

<sup>1</sup> Chanaan LEHRMANN et Graziella LEHRMANN, *La communauté juive du Luxembourg dans le passé et le présent : histoire illustrée*, Esch-sur-Alzette: Imprimerie coopérative luxembourgeoise, 1953, p. 128.

<sup>2</sup> Paul CERF et Isi FINKELSTEIN, *Les Juifs d'Esch – Déi Escher Judden*, Luxembourg: Editions des Cahiers Luxembourgeois, 1999, p. 33.

<sup>3</sup> Henri WEHENKEL, *Der antifaschistische Widerstand in Luxemburg 1933–1944*, Luxembourg: Editions COPE, 1985, p. 18; Janine WEHENKEL-FRISCH, *Der arme Teufel. Sozialdemokratische Zeitung. Monographie d'un journal socialiste luxembourgeois (1903–1929)*, Luxembourg: Rapidpress, 1978 (2<sup>e</sup> édition), p. 200.

<sup>4</sup> Roby GLESENER, *Dem Vergiessen entrëissen, d' Stad Remeleng an der Lëtzebuenger Resistenz 1940 – 1945*, Esch-sur-Alzette: Imprimerie coopérative, 1970, non paginé.

ont présenté le cas d'Emile Hertz dans leurs recherches sur la communauté juive d'Ettelbruck<sup>5</sup>. L'historien Cédric Faltz<sup>6</sup> a récemment sorti de l'oubli Meyer Bonem, membre du conseil communal et président de la commission des finances de la Ville de Differdange. Grâce aux recherches menées par Renée Wagener<sup>7</sup> et Laurent Moysse, nous connaissons aujourd'hui quelques noms de citoyens juifs engagés en politique au 19<sup>e</sup> siècle, la liste n'étant vraisemblablement pas exhaustive<sup>8</sup>.

En travaillant sur la participation des Juifs luxembourgeois aux différentes éditions des élections communales, nous avons vite constaté que le sujet mériterait une étude plus approfondie et devrait être mis en relation avec l'engagement politique des Juifs en général. Or, pour les besoins de cette contribution, nous allons nous limiter aux élections communales des années 1920 et 1930 et présenter des échantillons concernant l'engagement politique des Juifs sur le plan local, tout en fournissant quelques exemples concrets d'autres formes d'engagement. Dans son étude sur la participation des Juifs à la vie politique luxembourgeoise au 19<sup>e</sup> siècle, Renée Wagener analyse le degré de réussite, donc le type de mandats décrochés après élections.<sup>9</sup> Son approche permet de retracer très précisément le rôle joué par les Juifs dans la vie politique, mais elle ne peut servir à l'analyse des résultats de notre échantillon : les lois électorales ont changé entre-temps !

Depuis 1919, les élections luxembourgeoises se font selon le principe du suffrage universel. La loi électorale du 16 août 1919 définit la qualité d'électeur et les modes d'opération. Pour être électeur au Luxembourg, il faut désormais :

- être Luxembourgeois ou Luxembourgeoise (les femmes sont donc admises)
- être âgé de vingt et un ans accomplis
- jouir des droits civils et politiques
- être domicilié au Grand-Duché<sup>10</sup>.

Or, si ces conditions constituent un grand bond en avant, par l'abolition du suffrage censitaire et de l'interdiction aux femmes de se porter électeur, de nombreux Juifs installés au Luxembourg restent toujours exclus du vote : plus de la moitié (56,62 %) ne sont pas Luxembourgeois en 1922 ; un taux qui s'élève à près de trois

<sup>5</sup> Arthur MÜLLER et Will DONDELINGER, *Jüdische Bevölkerung in Ettelbrück, Zum Gedenken an eine einst blühende Religionsgemeinschaft*, in: *De Reider - Informationsblad vun der Gemeng Ettelbréck* n° 23, mars 1998, p. 26–28, ill. ; n° 24, octobre 1998, p. 23–28, ill. ; n° 25, mars 1999, p. 24–37, ill. ; n° 26, juillet 2000, p. 28–32, ill. ; n° 28, juin 2001, p. 28–37, ill. ; n° 29, mars 2002, p. 46–48, ill. ; n° 30, décembre 2002, p. 44–50, ill.

<sup>6</sup> Cédric FALTZ est le curateur de l'exposition *Judenrein* installée à Differdange du 3 octobre au 2 novembre 2014.

<sup>7</sup> Renée WAGENER a soutenu récemment sa thèse de doctorat à la FernUniversität Hagen, intitulée *Die jüdische Gemeinschaft in Luxemburg zwischen Anerkennung und Exklusion. Staatsbürgerliche Anerkennung vs. staatliche und gesellschaftliche Praxis vom Ende des Ersten Weltkriegs bis zum Beginn des 21. Jahrhunderts*. Cet ouvrage n'était pas encore à la disposition de l'auteur.

<sup>8</sup> Renée WAGENER, *Verspätete Verbürgerlichung – Politische Partizipation Luxemburger Juden im 19. Jahrhundert im europäischen Vergleich*, in: Norbert FRANZ et al. (éd.), *Identitätsbildung und Partizipation im 19. und 20. Jahrhundert*, Frankfurt: Peter Lang 2016, S. 147–174; Laurent MOYSSE, *Du rejet à l'intégration – Histoire des Juifs du Luxembourg des origines à nos jours*, Luxembourg: Editions Saint-Paul, 2011.

<sup>9</sup> WAGENER, *Verspätete Verbürgerlichung* (note 8).

<sup>10</sup> Loi du 16 août 1919, concernant la modification de la loi électorale, in: *Mémorial A* 54, 16 août 1919, p. 865–937.

quarts (72,32 %) en 1935 (annexe 1). Pour comparaison, le taux des non-Luxembourgeois par rapport à la population entière est de 14,71 % en 1922 et de 22,87 % en 1930<sup>11</sup>. Au 19<sup>e</sup> siècle, certains Juifs, bien qu'actifs en (débat) politique(s), ont été empêchés de participer aux élections. Ces exemples nous sont connus parce que la naturalisation leur a été refusée. Denis Scuto a ainsi cité les cas de Ma(r)x Herrmann d'Esch-sur-Alzette et de Salomon Levy de Strassen<sup>12</sup>.

Selon Laurent Moïse, quelque 500 Juifs originaires d'Europe centrale et orientale seraient installés au Luxembourg à la fin de la Grande Guerre<sup>13</sup>. Or, même si ces Juifs ne peuvent pas participer aux élections communales, cela ne veut pas dire qu'ils ne se soient pas engagés politiquement. Parmi eux – et toujours selon Moïse –, nombreux seront ceux qui vont se tourner vers le sionisme. L'arrivée des réfugiés d'Allemagne et d'Autriche suite à la prise de pouvoir des nationaux-socialistes et à l'*Anschluss* change encore la donne : comment et dans quel camp politique vont-ils s'engager ? Pour notre étude, la question se pose de manière inverse : comment savoir si une personne qui s'engage sur le plan politique est d'origine juive ? Cette question est intimement liée à cette autre question qui est celle de savoir qui est juif et quand est-ce qu'on est juif.

On naît juif de mère juive, mais cela ne veut pas automatiquement signifier que l'on est juif croyant et pratiquant. Cette question ne se pose certainement pas pour les hommes politiques juifs, jouant un rôle de premier plan dans la communauté, comme c'est le cas pour Marcel Cahen, les membres de la famille Godchaux ou encore Emile Hertz d'Ettelbruck. Pour d'autres personnes citées dans notre étude, les documents officiels des autorités luxembourgeoises nous renseignent sur leur appartenance. À une époque où être juif est défini de différentes manières (par la descendance familiale, la religion, l'affiliation politique (sioniste) ou la stigmatisation raciale voire raciste) et où cette catégorisation devient un enjeu de vie ou de mort, il importe de souligner que cette question d'appartenance ne peut être tranchée par le chercheur de façon affirmative, mais dépend des sources.

Les correspondances et les articles de l'hebdomadaire *La Tribune Juive : organe indépendant du judaïsme de l'Est de la France*<sup>14</sup> nous ont permis d'identifier des Juifs engagés en politique au Luxembourg. En effet, ce journal bilingue (français/allemand), édité à Strasbourg, publie chaque semaine à partir du 20 octobre 1933 une rubrique intitulée « La Page de Luxembourg »<sup>15</sup>, qui relate sur quelques pages

<sup>11</sup> STATEC, *Statistiques historiques 1839 – 1989*, Luxembourg: Statec, 1990, p. 33.

<sup>12</sup> DENIS SCUTO, *L'attitude des pouvoirs publics luxembourgeois à l'égard de la communauté juive étudiée à travers les dossiers individuels de naturalisation (1876 – 1914)*, in: *Emancipation, écloison, persécution : le développement de la communauté juive luxembourgeoise de la Révolution française à la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale*, sous la dir. de Thorsten FUCHSHUBER et de Renée WAGENER, Fernelmont : Ed. modulaires européennes, 2014, p. 35–56, ici p. 45–46.

<sup>13</sup> MOÏSE, *Du rejet à l'intégration* (note 8), p. 164.

<sup>14</sup> La Bibliothèque nationale de France conserve *La Tribune Juive* des années 1923 à 1939 et a mis en ligne les différentes éditions sur <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb32881359d/date> (dernier accès le 8 août 2015).

<sup>15</sup> Il nous semble que la première « Page du Luxembourg » ait été publiée à la page 713 de l'édition du 20 octobre 1933 de « *La Tribune Juive* ». Cependant, le journal publiait déjà auparavant des articles au sujet du Luxembourg et ouvrait ses pages à des publicités de magasins et autres entreprises établies au Luxembourg.

les faits marquants de la vie communautaire juive luxembourgeoise. Nous y avons dégagé les noms et les lieux de résidence des candidats juifs, leurs résultats électoraux ainsi qu'une analyse de ces résultats due au correspondant luxembourgeois de l'hebdomadaire qui reste cependant anonyme.

En deuxième lieu, nous avons analysé les résultats des élections communales publiés dans la presse luxembourgeoise, en nous concentrant sur les localités dans lesquelles la présence d'un lieu de culte israélite témoigne d'une communauté juive active. Selon *La Tribune Juive*, des synagogues et/ou oratoires existent en 1934 dans les localités luxembourgeoises suivantes : Luxembourg-Ville, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Grevenmacher, Remich, Differdange, Medernach et Mondorf-les-Bains<sup>16</sup>. En ce qui concerne les Juifs non luxembourgeois, dont nous avons trouvé les noms et autres indications dans ces publications, nous avons consulté en outre les archives de la « Police des Etrangers », conservées aux Archives nationales du Luxembourg.

Notre échantillon comprend donc les éditions des élections communales de 1920, 1924, 1928, 1936 pour les communes susmentionnées<sup>17</sup>. Suite à l'occupation du pays par la Wehrmacht allemande, les élections de 1940 sont annulées.

## Participation aux élections communales

### 1. Luxembourg-Ville

Avant 1920, un certain Cahen, candidat en 1908 en la commune de Hollerich (intégrée à Luxembourg-Ville en 1920<sup>18</sup>), passe au second tour, mais n'est finalement pas élu<sup>19</sup>. Selon Renée Wagener, il s'agit de Lucien Cahen, maître-boucher, membre du comité des sapeurs-pompiers du quartier de la gare à Luxembourg (-Ville)<sup>20</sup>. En 1920, un homonyme Cahen figure comme candidat sur la liste « Demokratische Partei » pour la commune *Groß-Luxemburg*, section Luxembourg. Avec 2.686 voix obtenues, il se classe 6<sup>e</sup> sur une liste de dix candidats. Son parti obtient trois sièges<sup>21</sup>. Suite à des irrégularités constatées au niveau de la commune, ces élections sont annulées et de nouvelles sont organisées en 1921. Les libéraux obtiennent alors huit sièges, Marcel Cahen est élu comme conseiller communal<sup>22</sup> et occupe la fonction d'échevin sous le bourgmestre Gaston

<sup>16</sup> *La Tribune Juive*, 21 septembre 1934, p. 777. Les différentes éditions de l'*Annuaire officiel du Grand-Duché de Luxembourg* fournissent les mêmes localités, tout en indiquant d'autres localités, où sont installées de petites communautés non nécessairement organisées.

<sup>17</sup> Deux cas particuliers d'autres communes peuvent être signalés : Siegfried Gottlieb, hôtelier, est candidat aux élections communales à Echternach en 1934, sur la liste « Unabhängige demokratische Partei ». Il n'est pas élu (*La Tribune Juive*, 12 octobre 1934, p. 834 ; *Luxemburger Wort*, 16 octobre 1934, p. 6). Dans la commune de Manternach, Thomas Cerf est candidat pour la section de Berburg aux élections d'octobre 1924 (*Luxemburger Wort*, 1<sup>er</sup> octobre 1924, p. 2). Il n'est probablement pas élu non plus.

<sup>18</sup> Mémorial 23 du 27 mars 1920, URL: <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/1920/0023/a023.pdf>, consulté le 10 avril 2016.

<sup>19</sup> *Luxemburger Wort*, 28 octobre 1908, p. 2.

<sup>20</sup> Renée WAGENER, *Ein jüdischer Abgeordneter* (Jüdische Emanzipation 4/6), in: *worxx*, 5 septembre 2014, p. 9.

<sup>21</sup> *Luxemburger Wort*, 2 novembre 1920, p. 1.

<sup>22</sup> Rob ROEMEN, *Aus Liebe zur Freiheit, 150 Jahre Liberalismus in Luxemburg: von liberalen Akzenten und liberalen Akteuren*. Luxembourg: Imprimerie Centrale, 1995, p. 108.

Diderich<sup>23</sup>. Selon l'historienne Anne Mores, Marcel Cahen devance depuis ces élections régulièrement Gaston Diderich en nombre de voix obtenues. Cette situation de concurrence est sans doute à l'origine de l'altercation entre les deux hommes politiques et la création de deux partis libéraux, nés de cette scission<sup>24</sup>. Également à Luxembourg-Ville, section de Hamm, un membre de la famille Godchaux est candidat en 1920, mais n'est pas élu au second tour<sup>25</sup>. Cette famille de notables d'obédience juive est bien connue pour avoir produit plusieurs hommes politiques au 19<sup>e</sup> siècle : Samson Godchaux était échevin<sup>26</sup> avant d'occuper le poste de bourgmestre de Sandweiler en 1846<sup>27</sup> et un de ses frères était nommé juge à Diekirch.<sup>28</sup> Paul Godchaux, fils de Samson, prit la succession de son père en occupant la fonction de bourgmestre de Sandweiler (depuis 1863) et fut ensuite nommé bourgmestre de la commune de Hamm en 1874<sup>29</sup>.

Par ailleurs, Jules Godchaux était membre du conseil communal d'Ettelbruck entre 1873 et 1878, avant de devenir maire de la commune de Hamm entre 1888 et 1917<sup>30</sup>. Pour l'échantillon de 1920, nous ignorons lequel des Godchaux est candidat : encore Jules Godchaux ou son parent et homonyme Emile ?

En 1924, la deuxième date de notre échantillon, Emile Godchaux est élu pour la section de Hamm<sup>31</sup>. Ces élections ont lieu le 13 avril 1924 et sont organisées suite à des querelles internes au collège échevinal de la ville de Luxembourg. Le conseil communal a été dissous le 19 mars 1924. Marcel Cahen est alors élu avec 12.655 voix, dépassant le score du bourgmestre Diderich. Le 13 octobre 1924, de nouvelles élections (régulières, car ayant lieu à la fin du quadriennat) ont lieu. Marcel Cahen est élu sur la liste « Liberal-sozialistische Kartelliste », avec 16.034 voix, et se classe en premier<sup>32</sup>, dépassant encore le bourgmestre sortant.

Emile Godchaux, par contre, ne figure plus sur la liste des candidats du *Groß-Luxemburg* en octobre 1924. Notons encore qu'en avril Cahen et Godchaux étaient candidats sur la même liste. En octobre, «[...] les libéraux-socialistes ne renouvellent plus leur victoire du 13 avril, puisqu'ils perdent 3 sièges au profit du parti ouvrier et en conservent 14.»<sup>33</sup> En octobre 1927, Marcel Cahen démissionne de ses fonctions d'échevin tout en restant membre du conseil communal. Cette démission est une étape vers la création de son propre parti, orienté nettement plus à gauche<sup>34</sup>. Selon Anne Mores, Marcel Cahen avait alors de sérieuses chances pour ambitionner

<sup>23</sup> WAGENER, *Ein jüdischer Abgeordneter* (note 20).

<sup>24</sup> Anne MORES, *Le libéralisme. La crise du parti radical-libéral dans l'entre-deux-guerres au Grand-Duché de Luxembourg*, mémoire de maîtrise, Université de Metz, 1984/85, p. 94. Nous allons brièvement présenter ces deux partis politiques au cours des pages suivantes.

<sup>25</sup> *Luxemburger Wort*, 3 novembre 1920, p. 2.

<sup>26</sup> WAGENER, *Verspätete Verbürgerlichung* (note 8), p. 14.

<sup>27</sup> MOYSE, *Du rejet à l'intégration* (note 8), p. 105–106.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 107–108.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 137–138.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> *Escher Tageblatt*, 14 avril 1924, p. 2.

<sup>32</sup> *Luxemburger Wort*, 13 octobre 1924, p. 2.

<sup>33</sup> MORES, *Le libéralisme* (note 24), p. 61.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 94.

le poste de bourgmestre de la capitale aux élections communales d'octobre 1928. Créé en janvier de cette année, « Die radikale Partei – Partei Cahen » regroupe quelque 600 adhérents<sup>35</sup>. Désormais, deux partis libéraux existent.

En octobre 1928, le parti de Cahen remporte trois sièges, y compris un mandat pour Marcel Cahen. Le parti s'appuie notamment sur un journal, *Freie Presse*, créé en 1928, qui deviendra le *Luxemburger Landeszeitung und Freie Presse* en 1929, pour faire véhiculer ses idées nettement plus à gauche que celles du parti de Gaston Diderich. Marcel Cahen est élu avec 10.751 voix, uniquement dépassé par René Blum du Parti ouvrier<sup>36</sup>. Même si Gaston Diderich ne peut se classer qu'en 14<sup>e</sup> position, il parvient à retrouver la fonction de bourgmestre, suite à une coalition formée entre ses radicaux-socialistes et le Parti de la droite<sup>37</sup>.

En 1934, les deux partis libéraux vont refaire l'union. Marcel Cahen et Gaston Diderich, désormais deux co-présidents du nouveau parti nommé « parti radical-libéral », vont se présenter sur la même liste au moment des élections communales d'octobre 1934. Selon l'analyse du correspondant de *La Tribune Juive*, Marcel Cahen s'est classé deuxième, étant cette fois-ci dépassé par le bourgmestre sortant<sup>38</sup>. Cahen, président du Consistoire du Luxembourg<sup>39</sup>, redevient échevin de la Ville de Luxembourg en janvier 1935<sup>40</sup>.

Quant à Emile Godchaux, qui s'était déjà retiré de la vie politique, il revient sur la scène politique et accepte de remplacer un membre décédé du conseil communal en avril/mai 1934. Il devient ainsi membre de la fraction radical-libérale, donc du parti recomposé de Cahen et de Diderich. Il est le président de la Jewish Agency<sup>41</sup>, membre du Consistoire et membre de la Chambre de Commerce<sup>42</sup>. En octobre 1934, faisant abstraction d'une véritable campagne électorale, le candidat n'obtient pas le quorum de voix nécessaires à l'élection, même si son résultat personnel n'est pas à négliger<sup>43</sup>. Le 18 janvier 1937, Emile Godchaux retourne siéger au conseil communal, remplaçant Nicolas Braunshausen<sup>44</sup> appelé aux fonctions de ministre de l'Intérieur, du Commerce et de l'Industrie. Il reste membre du conseil communal jusqu'en 1940, destitué alors par l'occupant<sup>45</sup>.

<sup>35</sup> Ibid., p. 96.

<sup>36</sup> Ibid., p. 116.

<sup>37</sup> Ibid., p. 117.

<sup>38</sup> *La Tribune Juive*, 26 octobre 1934, p. 871.

<sup>39</sup> *La Tribune Juive*, 12 octobre 1934, p. 777.

<sup>40</sup> *La Tribune Juive*, 11 janvier 1935, p. 36.

<sup>41</sup> *La Tribune Juive*, 21 septembre 1934, p. 777. Il se peut que Godchaux ait été le président d'un comité luxembourgeois de la Jewish Agency. En effet, cette agence a été une organisation sioniste créée en 1929 qui est devenue le partenaire privilégié du mandataire britannique en Palestine.

<sup>42</sup> Alice FUCHS-BLUMENSTEIN, *Le Grandrabbinate du Luxembourg de 1843 à 1928* (suite), in: *Revue mensuelle pour les Communautés Israélites*, Luxembourg, juin-juillet 1953, p. 6.

<sup>43</sup> *La Tribune Juive*, 26 octobre 1934, p. 871.

<sup>44</sup> *Obermosel Zeitung*, 19 janvier 1937, p. 4.

<sup>45</sup> Au moment d'une séance d'hommage en mémoire des membres du conseil communal morts durant l'occupation, le bourgmestre Diderich précise que Godchaux « siégea [au conseil communal] avec quelques intermittences, jusqu'à sa destitution par l'autorité occupante en 1940 », in: *Escher Tageblatt*, 17 octobre 1944, p. 4.

## 2. Esch-sur-Alzette

Avant 1924, il n'y avait pas de candidat juif, même si le cas de Ma(r)x Herrmann, premier président de la communauté israélite d'Esch-sur-Alzette entre 1898 et 1900<sup>46</sup>, mérite plus d'attention. Né le 16 mai 1836 à Oberemmel<sup>47</sup>, il est installé avec sa famille à Esch-sur-Alzette depuis au moins 1871<sup>48</sup>. Selon Denis Scuto, le conseil communal se prononce contre sa naturalisation. L'historien en déduit un barrage volontaire des responsables politiques à une éventuelle candidature de Herrmann<sup>49</sup>. Notons que la communauté eschoise regroupe en 1880 onze ménages juifs, avec un total de 70 personnes. Les Juifs représentent alors 1,38 % de la population eschoise<sup>50</sup>.

En 1924, Jacques (dit Jules) Cerf est candidat aux élections communales pour le parti « Liberal-demokratische Partei »<sup>51</sup>, avec un résultat de 454 voix sur 5.914 votes valides<sup>52</sup>. Il n'est pas élu. Né le 24 novembre 1885 à Esch-sur-Alzette, issu du mariage de Leo et Clémentine Cerf<sup>53</sup>, Jacques/Jules est boucher comme son père et d'autres membres de la famille Cerf<sup>54</sup>. Déporté suite à l'occupation du pays par l'Allemagne nazie et l'application des mesures raciales et antisémites, il trouve la mort à Auschwitz<sup>55</sup>.

Un homonyme et parent<sup>56</sup>, de prénom Salomon<sup>57</sup> s'apprête également à jouer un rôle politique au niveau local, lorsqu'il meurt en 1933, suite à un accident<sup>58</sup>, âgé de seulement 27 ans<sup>59</sup>. Ayant prêté serment comme avocat-avoué début janvier 1933<sup>60</sup>, le jeune homme s'est engagé au sein de la Libre Pensée, de la Ligue des Droits de l'Homme et du Parti des ouvriers<sup>61</sup>. Le jeune militant intervient comme orateur lors

<sup>46</sup> CERF et FINKELSTEIN, *Les Juifs d'Esch* (note 2), p. 25.

<sup>47</sup> Archives nationales de Luxembourg (ci-après ANLux), Registre de la population, Dossier RPop 1597, no 53.

<sup>48</sup> ANLux, Registre de la population, Dossier RPop 648, no 9.

<sup>49</sup> SCUTO, *L'attitude des pouvoirs publics luxembourgeois* (note 12), p. 46–47.

<sup>50</sup> Daniel THILMAN, *La population juive d'Esch-sur-Alzette, de ses débuts à la Belle Époque*, travail de candidature non publié, Mondorf et Ettelbruck 2009, p. 63–65.

<sup>51</sup> Au cours des années 1920, il existe à côté du parti radical d'autres groupes/groupuscules/partis d'obédience libérale. La création d'un (grand) parti libéral n'a lieu qu'en 1932 avec la réunification des deux partis libéraux de Cahen et de Diderich.

<sup>52</sup> *Luxemburger Wort*, 14 octobre 1924, p. 2.

<sup>53</sup> *Der arme Teufel*, 11 octobre 1924, p. 4.

<sup>54</sup> ANLux, Registre de la population, Dossier RPop 1316, n° 71, in: THILMAN, *La population juive d'Esch-sur-Alzette* (note 50), p. 163.

<sup>55</sup> Livre d'Or des camps: *Kazett an Emsiddlong*, in: *Rappel*, 45, 1990, n° 5–6 (numéro spécial).

<sup>56</sup> Selon les recherches de Paul Cerf, journaliste et chercheur, issu lui-même d'une des familles Cerf d'Esch-sur-Alzette, toutes les familles Cerf du bassin minier sont apparentées. En effet, le couple Simon Cerf(f) – Christine Bloc(k) sont les premiers Juifs qui s'installent à Esch-sur-Alzette. Ils se sont établis au tournant des années 1836/1837 à Esch-sur-Alzette. CERF et FINKELSTEIN Isi, *Les Juifs d'Esch* (note 2), p. 15.

<sup>57</sup> L'auteur tient à remercier l'historien Georges Büchler du Musée national de la Résistance pour la mise à disposition de ses résultats de recherche sur Salomon Cerf.

<sup>58</sup> Selon le journal *Obermosel Zeitung*, Salomon Cerf aurait essayé de se suicider, suite au diagnostic d'une très grave maladie; *Obermosel Zeitung*, 27 novembre 1937, p. 3.

<sup>59</sup> *Escher Tageblatt*, 30 novembre 1933, p. 4.

<sup>60</sup> *Luxemburger Wort*, 5 janvier 1933.

<sup>61</sup> *Escher Tageblatt*, 28 novembre 1933 et 6 décembre 1933.

des conférences organisées par un comité d'action (*Gemeinsames Aktionskomitee der Arbeiterpartei und des Gewerkschaftsbundes*), monté dans le cadre de la lutte antifasciste. Au moment du congrès socialiste à Rumelange en octobre 1933, Salomon Cerf lance la parole « *Kampf dem Faschismus* »<sup>62</sup> et se positionne donc clairement dans la lutte contre l'extrémisme de droite. C'est ainsi qu'il monte sur scène le 28 octobre à Esch-sur-Alzette<sup>63</sup> et le 4 novembre 1933 à Mondercange<sup>64</sup> pour haranguer les masses.

### 3. Ettelbruck

Jules Godchaux, fabricant de draps, était membre du conseil communal entre 1873 et 1878<sup>65</sup>. Plus de quarante ans plus tard, un autre membre de la communauté juive se porte candidat.

Emile Hertz est élu en 1920 sur la liste « *Ordnung und Fortschritt* », comme 6<sup>e</sup> de six élus avec 693 voix sur 1.572 bulletins remis<sup>66</sup>. Nous n'avons pas trouvé de résultat officiel pour les élections de 1924 dans les journaux, mais Hertz aurait été candidat aux élections et élu comme membre du conseil communal.

Emile Hertz est réélu en 1928 avec 736 voix sur la liste « *Ordnung, Fortschritt und Arbeit* »<sup>67</sup>.

Il se porte également candidat aux élections communales de 1934. Selon *La Tribune Juive*, il n'aurait pas été élu – 20 voix lui manquaient<sup>68</sup>, propos confirmés par l'analyse des résultats publiés au *Luxemburger Wort*<sup>69</sup>. Cependant, il est assermenté comme membre du conseil communal en 1935<sup>70</sup> et reste membre du conseil communal jusqu'en 1937, année de son décès. Membre du comité de la communauté israélite d'Ettelbruck<sup>71</sup>, il est aussi président de l'association des marchands de bestiaux au Luxembourg (*Viehhändlerverband in Luxemburg*)<sup>72</sup>. Le bourgmestre Cloos prononce la nécrologie d'Emile Hertz décédé au cours de la séance du conseil communal du 14 août 1937<sup>73</sup>.

### 4. Mondorf-les-Bains

Mondorf-les-Bains ne compte pas de candidat juif entre 1920 et 1934.<sup>74</sup> Mais il faut soulever le cas de Cerf Block, qui est maire du village avoisinant,

<sup>62</sup> *Escher Tageblatt*, 25 octobre 1933.

<sup>63</sup> *Escher Tageblatt*, 31 octobre 1933.

<sup>64</sup> *Escher Tageblatt*, 3 novembre 1933.

<sup>65</sup> *Die Jüdische Gemeinde in Ettelbrück. Immigration – Integration – Deportation*, 2013, URL: [http://www.lcd.lu/projets/comenius\\_denkmal/shoah.pdf](http://www.lcd.lu/projets/comenius_denkmal/shoah.pdf) (dernier accès le 9 août 2015); *de Reider – Informationsblad vun der Gemeng Ettelbréck* 42 (juillet 2008), p. 7.

<sup>66</sup> *Luxemburger Wort*, 2 novembre 1920, p. 1.

<sup>67</sup> *Escher Tageblatt*, 16 octobre 1928, p. 3.

<sup>68</sup> *La Tribune Juive*, 26 octobre 1934, p. 871.

<sup>69</sup> *Luxemburger Wort*, 15 octobre 1934, p. 6.

<sup>70</sup> *Luxemburger Wort*, 5 janvier 1935, p. 6 ; *La Tribune Juive*, 11 janvier 1935, p. 36.

<sup>71</sup> *La Tribune Juive*, 20 août 1937, p. 519 ; *La Tribune Juive*, 27 août 1937, p. 537–538.

<sup>72</sup> *La Tribune Juive*, 20 août 1937, p. 519.

<sup>73</sup> *Luxemburger Wort*, 16 août 1937, p. 3 ; *Escher Tageblatt*, 18 août 1937, p. 4.

<sup>74</sup> *Luxemburger Wort*, 2 novembre 1920, p. 1.

Mondorff-lès-Thionville, entre 1918 et 1928<sup>75</sup>. Bien que Cerf Block soit donc maire d'un village français, il participe à l'acquisition et à la construction de la synagogue de Mondorff-les-Bains au Luxembourg. Les communautés juives, installées des deux côtés de la Gander, ne forment en effet qu'une seule, même si Cerf Block est considéré comme «président de la Communauté Israélite [de Mondorff-Moselle]»<sup>76</sup>.

## 5. Differdange

Meyer Bonem, candidat et élu membre du conseil communal en 1913<sup>77</sup>, a été naturalisé en 1906<sup>78</sup>. Il est né à Coenen/Trèves le 29 avril 1872<sup>79</sup>. D'après la presse socialiste, il est attaqué et dénigré dans sa fonction de membre du conseil communal pour le fait d'être juif: « *Dann hätten Sie uns [=les membres de sa fraction] den Juden auch nicht vorwerfen sollen; ich sehe es zwar nicht als Schande, sondern vielmehr als eine Ehre an, ein Jude zu sein; sie sind so ehrlich wie andere.* »<sup>80</sup>

En 1920, Meyer Bonem figure comme candidat sur la liste « Demokratische Partei » et est élu avec 629 voix, se classant en 3<sup>e</sup> position de ce parti<sup>81</sup>. Lors des prochaines élections, il se porte à nouveau candidat pour le parti « Demokratische Partei », qui sort vainqueur des élections avec cinq élus, dont Bonem. Il est élu pour la section Differdange avec 991 voix sur un total de 5.568<sup>82</sup>. Il est réélu en 1928 avec un score de 1.331 voix sur la liste « Liste Mark – Emil Mark ». <sup>83</sup> En 1929, Meyer Bonem figure comme président de la commission des finances de la Ville de Differdange<sup>84</sup>, et en 1930 il est membre du conseil communal<sup>85</sup>. En 1932, il est candidat sur la liste du Parti radical et récolte 1.181 voix. Si son résultat personnel est moins bon, son parti retrouve le score de 1928 avec cinq membres au conseil communal<sup>86</sup>.

Vu l'attachement aux divers partis et listes dont Bonem est membre, nous pouvons conclure qu'il est adepte du centre-gauche : allié d'Emile Mark, qui lui est connu pour être membre du Bloc de Gauche (en 1908)<sup>87</sup>, député du parti radical-socialiste (en 1922) et bourgmestre de Differdange (1912–1935).

<sup>75</sup> Daniel THILMAN, *La présence juive à Mondorff-les-Bains et à Mondorff*, mémoire de maîtrise, Université de Nancy 2, 2005, p. 79.

<sup>76</sup> *La Tribune Juive*, 14 septembre 1934, p. 755.

<sup>77</sup> Il est un de six candidats pour deux postes libres au sein du conseil communal en 1913 ; *Escher Tageblatt*, 20 septembre 1913, p. 2.

<sup>78</sup> *Bürger- und Beamtenzeitung*, 22 février 1906, p. 5.

<sup>79</sup> *Mémorial A* 60, 1<sup>er</sup> octobre 1906.

<sup>80</sup> *Escher Tageblatt*, 16 décembre 1913, p. 2.

<sup>81</sup> *Luxemburger Wort*, 2 novembre 1920, p. 1.

<sup>82</sup> *Luxemburger Wort*, 14 octobre 1924, p. 2.

<sup>83</sup> *Luxemburger Wort*, 15 octobre 1928, p. 3.

<sup>84</sup> Archives de la Ville de Differdange, *Auszug aus dem Beratungsbuch der Finanzkommission der Stadtgemeinde Differdingen – Sitzung vom 28. Februar 1929*, document mis à disposition par M. Cédric Faltz.

<sup>85</sup> *Luxemburger Wort*, 12 février 1930, p. 1.

<sup>86</sup> *Escher Tageblatt*, 25 janvier 1932, p. 4.

<sup>87</sup> Nécrologie d'Emile Mark, tenue par Emile Reuter à l'enterrement d'Emile Mark, in: *Escher Tageblatt*, 23 mai 1935, p. 1.

On peut se demander si la faillite de son négoce, le 22 octobre 1932, a des répercussions sur son mandat.<sup>88</sup> En tout cas, il est remplacé au sein de la commission des finances lors de la séance du conseil communal du 7 décembre 1932<sup>89</sup>. Il décède le 27 novembre 1937 à Differdange, âgé de 65 ans<sup>90</sup>.

## 6. Medernach

Nathan Kahn, né en 1852 à Medernach de père étranger, se fait naturaliser luxembourgeois le 10 janvier 1876<sup>91</sup>. Denis Scuto a relevé que cette naturalisation a été prononcée malgré un avis négatif du conseil communal de Medernach. Il a qualifié les propos poussant le conseil communal à cet avis de « résolument xénophobes »<sup>92</sup>.

Nathan Kahn se porte candidat en 1908 et est élu au second tour avec 34 contre 28 voix<sup>93</sup>. Selon nos recherches, il reste le seul des Juifs de Medernach à se présenter comme candidat aux élections. Dans son étude sur la communauté juive de Medernach, Marc Schoentgen cite à quelques reprises le nom de Nathan Kahn. En 1900, trois familles juives avec un total de 21 personnes habitent à Medernach. Le foyer du marchand de bestiaux Nathan Kahn regroupe alors neuf personnes<sup>94</sup>.

## 7. Grevenmacher

En 1890, Salomon Mayer-Cahen se présente aux élections communales. Il est un des seuls Israélites installés dans cette cité mosellane – la communauté regroupe dix familles<sup>95</sup> – à être Luxembourgeois et à remplir ainsi les conditions requises pour se porter candidat<sup>96</sup>. Il se classe avant-dernier avec 22 voix sur 176 bulletins valables<sup>97</sup>. Il n'est pas élu. Au moins 21 électeurs chrétiens ont voté pour Salomon Mayer-Cahen. L'historien André Ney conclut que « l'aventure politique de Salomon Mayer a été unique au cours de la présence israélite à Grevenmacher, mais montre que certains Juifs étaient bien intégrés et cherchaient à propager leur influence au-delà du domaine économique »<sup>98</sup>. Il continue son analyse en ajoutant que ce résultat « plutôt désenchantant » ne traduit que l'attachement des électeurs aux membres sortant du conseil communal, auxquels ils ont voulu témoigner leur confiance.

Entre 1920 et 1936 n'est signalé aucun candidat juif.<sup>99</sup>

<sup>88</sup> *Escher Tageblatt*, 26 octobre 1932, p. 7.

<sup>89</sup> *Luxemburger Wort*, 8 décembre 1932, p. 3–4.

<sup>90</sup> *Escher Tageblatt*, 29 novembre 1937, p. 4.

<sup>91</sup> Administration communale de La Vallée de l'Ernz, M. Mollitor.

<sup>92</sup> Denis SCUTO, *La nationalité luxembourgeoise (XIX<sup>e</sup> – XXI<sup>e</sup> siècles)*, Bruxelles: Editions de l'Université libre de Bruxelles, 2012, p. 266.

<sup>93</sup> *Luxemburger Wort*, 28 octobre 1908, p. 2.

<sup>94</sup> Marc SCHOENTGEN, *Die jüdische Gemeinde in Medernach*, in: Fanfare Madernach (éd.), *Fanfare Miedernach 1930 – 2005 – 75 Jar Fanfare Miedernach*, Mersch: Imprimerie Faber, 2005, p. 304.

<sup>95</sup> André NEY, *La communauté juive de Grevenmacher (des origines à 1964)*, travail de candidature non publié, Grevenmacher, 2012, p. 43.

<sup>96</sup> André NEY, *La communauté juive de Grevenmacher* (note 95), p. 58.

<sup>97</sup> *Obermosel Zeitung*, 28 octobre 1890, p. 2.

<sup>98</sup> André NEY, *La communauté juive de Grevenmacher* (note 95), p. 59.

<sup>99</sup> *Ibid.*

### Autres formes d'engagement politique

Même s'ils ne peuvent se présenter aux élections, n'ayant pas la nationalité luxembourgeoise, d'autres Juifs installés au Luxembourg sont néanmoins engagés en politique tant au niveau local qu'au niveau national, voire international. Les cas suivants ont été relevés par la « Police des Etrangers », qui s'intéressait aux actes estimés politiquement subversifs, termes qu'il faut traduire du langage de l'époque en activités politiques de gauche, voire d'extrême-gauche.

Lucien Cahen, né en 1884, de nationalité française, est un militant actif au sein du « Sozialdemokratischer Verein Esch/Alzette », association au sein de laquelle il occupe le poste de secrétaire. Il participe en tant qu'orateur à des réunions de la gauche<sup>100</sup>. Collaborateur du journal de gauche *Der arme Teufel*, il est, au cours des années 1920, également militant de la Libre Pensée et y occupe la fonction de trésorier<sup>101</sup>. D'abord vendeur au magasin « Nouveau Paris » à Luxembourg, Lucien Cahen est employé de l'ARBED à partir de 1913. Commencant comme machiniste à ARBED-Schiffange, il travaille plus tard pour le compte d'ARBED-Belval<sup>102</sup>, il est installé de longue date à Esch-sur-Alzette. Marié en 1920 à Sarah Caroline Picard, il prend la fuite le 10 mai 1940 et se réfugie à Montpellier.<sup>103</sup> Il retourne à Esch-sur-Alzette en novembre 1944<sup>104</sup>. A côté de son activité politique, Lucien Cahen est aussi chargé d'encaisser les cotisations des membres de la communauté juive d'Esch-sur-Alzette.<sup>105</sup> Il est intéressant, voire interpellant de constater que son dossier dans le fonds de la Police des Etrangers aux Archives Nationales ne permet pas de conclure sur son activité politique. Les informations quant à sa vie politique proviennent en effet de son témoignage, recueilli et interprété à l'époque par l'historienne Janine Wehenkel-Frisch<sup>106</sup>. Lucien Cahen a-t-il voulu (et surtout su) cacher ses activités devant les autorités luxembourgeoises ?

Gérard Kanagur est né le 25 avril 1917 à Vienne (Autriche)<sup>107</sup>. Il est le fils de Salomon Kanagur, qui tient le commerce « Au Bon Marché »<sup>108</sup> à Rumelange au début des années 1930<sup>109</sup>. Suite à la faillite de son père en 1933, le jeune Gérard quitte temporairement le Luxembourg pour revenir s'installer à Rumelange le 15 octobre 1934<sup>110</sup>. Dès lors, il fréquente ouvertement les milieux socialiste et communiste. Ainsi, il participe à la représentation théâtrale de la Jeunesse socialiste ouvrière en 1934–1935<sup>111</sup>. Rien d'étonnant donc de voir que Gérard Kanagur

<sup>100</sup> *Luxemburger Wort*, 11 juillet 1903, p. 1–2.

<sup>101</sup> *Der arme Teufel*, 18 juin 1921, p. 4; *Escher Tageblatt*, 7 mars 1922, p. 3; *Escher Tageblatt*, 12 mars 1927, p. 3.

<sup>102</sup> ANLux, Police des Etrangers, Dossier no 316109.

<sup>103</sup> WEHENKEL-FRISCH, *Der arme Teufel* (note 3), p. 200.

<sup>104</sup> ANLux, Police des Etrangers, Dossier n° 316109.

<sup>105</sup> CERF et FINKELSTEIN, *Les Juifs d'Esch* (note 2), p. 33. Selon Henri Wehenkel, Lucien Cahen n'était point pratiquant à la fin des années 1970. Courriel de Henri Wehenkel à l'auteur (octobre 2008).

<sup>106</sup> WEHENKEL-FRISCH, *Der arme Teufel* (note 3), p. 200.

<sup>107</sup> URL: <http://www.geni.com/people/Gerard-Kanagur/6000000003397601910>, site hors ligne depuis décembre 2015.

<sup>108</sup> *Escher Tageblatt*, 24 mars 1934, p. 16.

<sup>109</sup> *Mémorial A* n° 5, 27 janvier 1935.

<sup>110</sup> ANLux, Police des Etrangers, Dossier n° 213 188.

<sup>111</sup> WEHENKEL, *Der antifaschistische Widerstand* (note 3), p. 18.

se fait remarquer par sa participation à la manifestation anti-nazie à Rumelange du 2 mars 1935. Comme d'autres participants, il est alors arrêté et traduit en justice; un mandat d'expulsion du Luxembourg est établi en date du 26 avril 1935. Gérard Kanagur fait appel et change de comportement pour ne pas être expulsé du pays. S'il est encore soupçonné d'avoir participé à une action de sabotage lancée contre une manifestation d'Allemands – soupçonnée nazie – à Rumelange en date du 2 mai 1935, il arrête les actions politiques « directes » pour ne plus se faire remarquer. Même le député socialiste Fohrmann s'adresse au directeur général de l'Intérieur Pierre Dumont pour plaider en faveur de l'accusé : « [...] *von kommunistischer, überhaupt von politischer Propaganda kann keine Rede sein.* »<sup>112</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1935, Gérard Kanagur trouve un emploi comme apprenti-barbier à Esch-sur-Alzette. Ce changement d'attitude et l'intervention du député semblent porter leurs fruits : l'arrêté d'expulsion est mis en suspens en date du 13 juillet 1935. Le 18 avril 1939, le chef de la station de police de Rumelange certifie même que le comportement de Kanagur n'a donné lieu à aucune plainte ! Le 23 juin de cette année, le jeune homme fait sa déclaration de départ pour Auffay en France. En 1940, il se porte volontaire pour l'armée française<sup>113</sup>. Prisonnier en Allemagne, à Wolpsberg, il est mort le 18 décembre 1944 suite à un bombardement américain. Il est porteur de la mention «mort pour la France»<sup>114</sup>.

Johann Davidowitsch (Davidovicz) et Gabriel Itkin sont tous les deux membres d'un groupe d'ouvriers communistes travaillant à l'usine «Terre Rouge » et installés à Esch-sur-Alzette.<sup>115</sup> Sans les informations fournies par Wehenkel, Cerf et Finkelstein<sup>116</sup>, nous ne saurions pas qu'ils sont juifs : les sources policières n'y font aucune référence.

Johann Davidowitsch<sup>117</sup> est né le 13 octobre 1892 à Zloczow en Pologne. Le 9 juillet 1928, le commissaire de police d'Esch-sur-Alzette transmet un premier rapport au procureur général, notant qu'il fréquente les milieux communistes et qu'il s'est déjà fait expulser de la Belgique pour menées communistes. Il est arrêté le 9 février 1930 à Esch-sur-Alzette et condamné le 29 mars 1930 par les tribunaux de Luxembourg à 15 jours de prison du chef de rébellion suite à sa participation à une manifestation communiste, interdite par le commissaire de district.

Gabriel Itkin<sup>118</sup>, né le 1<sup>er</sup> avril 1903 à Varsovie, a séjourné 3 ans en Palestine, à Jaffa, avant de revenir en Europe. Il a été expulsé de la Belgique en date du 5 mars 1927 parce qu'il se livrait parmi ses compagnons de travail à la propagande communiste. Depuis mai 1927, il séjourne à Esch-sur-Alzette, à l'Hôtel du Commerce. Le 29 mars 1930, il est condamné par le tribunal de Luxembourg du chef de rébellion, coups sur des agents ayant occasionné des blessures et une maladie, à un mois de

<sup>112</sup> ANLux, Police des Etrangers, Dossier n° 213 188.

<sup>113</sup> GLESENER, *Dem Vergiessen entrëissen* (note 4).

<sup>114</sup> <http://www.memorialgenweb.org/memorial3/html/fr/complementter.php?table=bp&id=2024275&largeur=2560&hauteur=1440> (dernier accès le 11 avril 2016).

<sup>115</sup> CERF et FINKELSTEIN, *Les Juifs d'Esch* (note 2), p. 34.

<sup>116</sup> CERF et FINKELSTEIN, *Les Juifs d'Esch* (note 2), p. 34 ; WEHENKEL, *Der antifaschistische Widerstand* (note 3), p. 18.

<sup>117</sup> ANLux, Police des Etrangers, Dossier n° 194 064.

<sup>118</sup> ANLux, Police des Etrangers, Dossier n° 182 739.

prison et 400 frs d'amende. Un mandat d'expulsion du gouvernement est établi en date du 20 février 1930 et Itkin est finalement expulsé le 7 avril 1930.

Les autorités semblent tout ignorer des activités de Karl Goldschmit, ouvrier sidérurgique auprès de la HADIR à Differdange, pourtant un militant actif du Secours Rouge. Né le 14 janvier 1900 à Herlinghausen en Allemagne<sup>119</sup>, installé au Luxembourg depuis les années 1920, il essaie de fuir le pays en mai 1940. Arrêté par des Français, il est extradé vers l'Allemagne nazie et gazé<sup>120</sup>. Selon les dires de son petit-fils, Goldschmidt rédigeait, depuis les années 1930, régulièrement des articles pour des publications syndicales et communistes, sous le pseudonyme de « AALVE »<sup>121</sup>.

A la différence de Davidowitsch et Itkin, l'obédience juive de Karl Goldschmit est notée par un rapport officiel, rédigé le 25 juin 1946 par Eugène Harles, agent de la Sûreté publique, au procureur général, le qualifiant comme « (...) *einer der wenigen Juden, welcher sein Leben nicht durch Handel verdiente, sondern als einfacher Arbeiter auf der Hütte HADIR.* »<sup>122</sup> Cette remarque reflète les stéréotypes et traduit cet « antisémitisme économique » très répandu dans les sociétés chrétiennes de l'Europe. Il est d'autant plus choquant de lire ces termes si l'on considère que Goldschmit a perdu sa vie, persécuté et tué pour une double raison : il était juif et de gauche ! Même si nous ignorons la raison exacte pour laquelle le rapport a été rédigé, nous pouvons estimer qu'il a servi à aider l'épouse et la fille de Goldschmidt à retrouver leurs possessions.

D'autres Juifs installés dans le bassin minier poussent leur engagement politique encore plus loin.

Henri Wehenkel nous présente le cas de trois Juifs installés au Luxembourg, militants des Brigades Internationales : Nathan Steinberg, Johann Sauerwein et Isidor Schäfer<sup>123</sup>. Ils partent du Luxembourg avec cent autres volontaires pour la Guerre d'Espagne.

Nathan Steinberg, ouvrier, né le 5 janvier 1917 à Lodz, de nationalité polonaise, habitant au Luxembourg depuis 1927<sup>124</sup>, est un des Juifs de l'Est<sup>125</sup> installés au pays. Son père, Abraham Steinberg, est expulsé du Grand-Duché en 1933. Son expulsion est vraisemblablement due à son activité politique et syndicale<sup>126</sup>. Nathan s'engage en Espagne entre le 11 novembre 1936 et le 4 décembre 1938. En 1937, sa mère obtient la somme de 540 francs du « Komitee für die Spanienhilfe », lui-même, après son retour, la somme de 700 francs par le fonds des « Freien Gewerkschaften » et

<sup>119</sup> ANLux, Police des Etrangers, Dossier n° 315 443.

<sup>120</sup> WEHENKEL, *Der antifaschistische Widerstand* (note 3), p. 25 et 36.

<sup>121</sup> Entretien du 9 octobre 2014 avec M. Jean-Claude Kintziger, petit-fils de Karl Goldschmidt.

<sup>122</sup> ANLux, Police des Etrangers, Dossier n° 315 443.

<sup>123</sup> Henri WEHENKEL, *D'Spueniekämpfer: volontaires de la guerre d'Espagne, partis du Luxembourg*, Dudelange : Centre de Documentation sur les migrations humaines, 1997, p. 35.

<sup>124</sup> ANLux, Police des Etrangers, Dossier n° 177 249.

<sup>125</sup> Isi Finkelstein fournit le nombre de 168 Juifs de l'Est installés à Esch-sur-Alzette en début des années 1930 ; CERF et FINKELSTEIN, *Les Juifs d'Esch* (note 2), p. 94. Laurent Moysse avance le nombre de (près) de cinq cent Juifs provenant d'Europe centrale ou de l'Est ; MOYSE, *Du rejet à l'intégration* (note 7), p. 164.

<sup>126</sup> CERF et FINKELSTEIN, *Les Juifs d'Esch* (note 2), p. 34.

le « Spanienhilfsfonds ». Nathan Steinberg figure sur la liste des Juifs ayant servi dans les rangs des Brigades Internationales au moment de la Guerre d'Espagne<sup>127</sup>. Domicilié au 6, rue des Boers à Esch-sur-Alzette, il est à plusieurs reprises menacé d'expulsion. Le 5 août 1939, il veut quitter le pays pour s'installer à Audun-le-Tiche et déclare vouloir se faire enrôler par l'armée française.<sup>128</sup> Selon Henri Wehenkel, son départ serait forcé : Steinberg est finalement extradé le 7 novembre 1940 par les autorités nazies vers la France<sup>129</sup>. Sa sœur Margot, mariée à un Luxembourgeois catholique, restera au pays au moment de l'occupation<sup>130</sup>.

Johann Sauerwein, ouvrier, né le 8 mars 1909 à Pottsching, est d'origine autrichienne<sup>131</sup>. D'abord installé à Esch-sur-Alzette, il s'établit à Luxembourg-ville en 1930<sup>132</sup>. Décédé le 9 avril 1937 au Luxembourg<sup>133</sup>, son nom figure sur une plaque commémorative dédiée aux volontaires autrichiens de la Guerre d'Espagne du cimetière central de Vienne (Simmering)<sup>134</sup>.

Les choses sont encore moins claires en ce qui concerne Isidor Schäfer. « Il pourrait s'agir d'un peintre originaire de Coblenz et installé au Luxembourg depuis 1927. »<sup>135</sup> Comme Nathan Steinberg, Isidor Schäfer sera expulsé par la Gestapo vers la France non occupée fin 1940<sup>136</sup>.

## Conclusions

Comment interpréter toutes ces données ?

D'abord il faut confirmer les propos de Cerf et de Finkelstein que peu de Juifs se sont activement engagés en politique. Néanmoins, il faut relativiser ces propos si l'on considère l'engagement politique des Juifs qui ne sont pas de nationalité luxembourgeoise. Par ailleurs, près de deux tiers des Juifs installés et recensés au Luxembourg sont exclus des élections dans les années 1930, car ils sont de nationalité étrangère.

Les Juifs luxembourgeois qui se sont lancés dans la vie politique sont presque tous engagés sur des listes présentées par les partis libéraux, socialistes ou sociaux-démocrates. Rien d'étonnant si l'on se rappelle la position et les thèses de la droite luxembourgeoise, également véhiculées par le *Luxemburger Wort*, peu favorable

<sup>127</sup> Martin SUGARMAN, *Against Fascism – Jews who served in The International Brigade in the Spanish Civil War*, URL: <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/History/spanjews.pdf>, consulté le 13 octobre 2014.

<sup>128</sup> ANLux, Police des Etrangers, Dossier n° 177 249.

<sup>129</sup> WEHENKEL, *D'Spueniekämpfer* (note 123), p. 120 ; CERF et FINKELSTEIN, *Les Juifs d'Esch* (note 2), p. 34.

<sup>130</sup> [http://www.genami.org/documents/Luxembourg/Luxembourg\\_mariages\\_mixtes.pdf](http://www.genami.org/documents/Luxembourg/Luxembourg_mariages_mixtes.pdf), consulté le 13 octobre 2014.

<sup>131</sup> WEHENKEL, *D'Spueniekämpfer* (note 123), p. 120.

<sup>132</sup> WEHENKEL, *D'Spueniekämpfer* (note 123), p. 35.

<sup>133</sup> WEHENKEL, *D'Spueniekämpfer* (note 123), p. 120.

<sup>134</sup> URL : [http://www.denkmalprojekt.org/2016/wien-simmering\\_zentralfriedhof-gruppe-40\\_spanienkaempfer.html](http://www.denkmalprojekt.org/2016/wien-simmering_zentralfriedhof-gruppe-40_spanienkaempfer.html), consulté le 19 juillet 2017

<sup>135</sup> WEHENKEL, *D'Spueniekämpfer* (note 123), p. 35.

<sup>136</sup> WEHENKEL, *D'Spueniekämpfer* (note 123), p. 95.

aux Juifs<sup>137</sup>. En résumé : les Juifs non luxembourgeois politiquement engagés ont plutôt tendance à s'investir dans des mouvements et partis de gauche, voire d'extrême-gauche, tandis que les Juifs luxembourgeois sont plutôt de tendance centre-gauche.

Dans les communes où des Juifs ont été élus au conseil, ils y ont été portés grâce aux votes des non-Juifs. Nous pouvons donc conclure que ces candidats étaient respectés et considérés par leurs concitoyens. Cahen, Hertz et Godchaux étaient membres des comités de leur communauté, voire du consistoire<sup>138</sup>. Le fait qu'ils étaient Juifs pratiquants et engagés ne 'gênait' donc pas les électeurs. Les Juifs élus au conseil communal étaient tous membres des fractions de la majorité. D'après nos résultats, aucun Juif ne siégeait comme membre de l'opposition dans un conseil communal.

Un dernier élément continue à nous surprendre ! Comment se fait-il que les villes d'Esch-sur-Alzette et de Mondorf-les-Bains, abritant des communautés juives importantes, n'ont peu ou jamais connu de candidat juif ? Les archives à elles seules ne permettent pas de répondre à cette question.

Si nous comparons ces résultats à la réalité lorraine, nous pouvons confirmer les conclusions des auteurs Claude Rosenfeld et Jean-Bernard Lang. Selon eux, les Juifs mosellans « étaient des traditionalistes un peu tièdes et politiquement plutôt au centre-gauche ». <sup>139</sup> Cependant, ils insistent sur le fait que les Juifs avaient depuis longtemps accédé aux mandats politiques, ce qui est moins vrai pour le Luxembourg. L'exemple lorrain le mieux connu parmi les Juifs engagés en matière de politique communale serait Maître Georges Samuel, que Rosenfeld et Lang considèrent comme « figure emblématique de ce judaïsme francisé et intégré dans la vie de la cité » <sup>140</sup>. élu conseiller municipal en 1922, il devint adjoint du maire en 1924. En 1927, il devint aussi président du consistoire. Nul ne peut ignorer l'analogie par rapport à la carrière de Marcel Cahen.

Daniel THILMAN est enseignant d'histoire au Lycée Nic. Biever à Dudelange. Il a effectué ses études supérieures à l'ISERP (Luxembourg) et aux universités de Metz, Besançon et Nancy 2. Déchargé au Musée national de la Résistance à Esch-sur-Alzette entre 2013 et 2015, il a e. a. retracé le sort et rédigé les biographies des victimes (Juifs et résistants) du nazisme, honorées par la pose de Stolpersteine à Esch-sur-Alzette et à Mondorf-les-Bains.

<sup>137</sup> « Il faut se rendre à l'évidence : c'est le quotidien catholique *Luxemburger Wort* qui a canalisé les préjugés existant de façon latente au sein de la société luxembourgeoise à l'encontre de la communauté juive tout en leur assurant une large diffusion et en leur donnant un fondement théorique. » ; Lucien BLAU, Antisémisme au Grand-Duché de Luxembourg de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à 1940, in: Marc SCHOENTGEN et Laurent MOYSE (sous la direction de), *La présence juive au Luxembourg du Moyen-Âge au XX<sup>e</sup> siècle*, Luxembourg: B'nai Brith Luxembourg, 2001, p. 57-70, ici p. 58.

<sup>138</sup> Nous n'avons pas d'informations concernant la vie communautaire de Meyer Bonem.

<sup>139</sup> Claude ROSENFELD et Jean-Bernard LANG, *Histoire des Juifs en Moselle*, Metz: Editions Serpenoise, 2001, p. 150.

<sup>140</sup> Ibid.

## Annexes

### Annexe 1 : Population israélite installée au Luxembourg

Population israélite installée au Luxembourg				
Année	Population totale recensée du pays	Israélites au Grand-Duché	Israélites luxembourgeois	Israélites étrangers
1922	260 767	1 358	589	769
1927	295 524	1 771	681	1 090
1930	299 993	2 242	716	1 526
1935	296 913	3 144	870	2 274

Source : STATEC, Statistiques historiques 1839 – 1989, Luxembourg, Statec, 1990

### Annexe 2 : Candidats juifs aux élections communales

Les élections ont eu lieu les :

31 octobre 1920 (1921 pour Luxembourg-Ville)

12 octobre 1924

14 octobre 1928

14 octobre 1934

Candidats juifs aux élections communales				
Localité	1920	1924	1928	1934
Luxembourg-Ville	1+1	1 (+1) <sup>141</sup>	1+1	1+1
Esch-sur-Alzette	0	1	0	0
Ettelbruck	1	1?	1	1
Mondorf-les-Bains	0	0	0	0
Differdange	1	1	1	0
Medernach	0	0	0	0
Grevenmacher	0	0	0	0

<sup>141</sup> Suite à des querelles internes au collège échevinal de la ville de Luxembourg, le conseil communal est dissous le 19 mars 1924. De nouvelles élections ont ainsi lieu le 13 avril. Emile Godchaux est alors élu pour la section Hamm, mais ne figure plus sur la liste des candidats du « Groß-Luxemburg » en octobre 1924.

### Annexe 3 : Membres juifs du conseil communal

Membres juifs du conseil communal				
Localité	1920	1924	1928	1934
Luxembourg-Ville	1 <sup>142</sup>	1 (+1)	1	1+1 <sup>143</sup>
Esch-sur-Alzette	0	0	0	0
Ettelbruck	1	1	1	1
Mondorf-les-Bains	0	0	0	0
Differdange	1	1	1	1
Medernach	0	0	0	0
Grevenmacher	0	0	0	0

<sup>142</sup> Suite à des irrégularités constatées, de nouvelles élections sont organisées en 1921. Les libéraux obtiennent alors huit sièges. Marcel Cahen est élu conseiller communal et occupe la fonction d'échevin sous le bourgmestre Gaston Diderich.

<sup>143</sup> Emile Godchaux – candidat aux élections communales de 1934 – est membre sortant du conseil communal depuis avril/mai 1934 comme membre de la fraction radical-libérale. En octobre 1934, le candidat n'a pas obtenu le quorum de voix nécessaires à l'élection, même si son résultat personnel n'est pas à négliger. Il réintègre le conseil communal en 1937.

## ABSTRACTS

**Arnaud SAUER, *Écrire la guerre au Luxembourg : Le premier conflit mondial dans l'historiographie luxembourgeoise* [Writing about the war in Luxembourg : The First World War in Luxembourgish historiography]**

This article seeks to assess the variety of approaches used by historians when dealing with the First World War in the Grand-Duchy in the context of the construction of a grand national narrative. The study describes a process of gradual maturation of historical discourse revealing several phases of consecutive construction, which the author links to the careers of various national historians, the evolution of Luxembourg society in the 20<sup>th</sup> and 21<sup>st</sup> centuries and the advancement of research on a subject that was for a long time confined to a blind zone of Luxembourgish historiography. In the context of the centenary of World War One, which has stimulated the international academic community, an appraisal of the still limited state of research regarding that period is proposed and related to the development of the young University of Luxembourg.

**Josiane WEBER, *Der Erste Weltkrieg in der luxemburgischen Literatur* [The First World War in Luxembourgish literature]**

This article on the First World War in Luxembourgish literature emphasizes the relationship between literature and history. Following the approach of cultural literary studies, or “cultural poetics”, this article tries to identify relationships between the historical event and its literary representations. In contrast to the small number of publications in the field of literary history, there are numerous fictional works by Luxembourgish authors on the First World War. Prose predominates, examples being the novel *Anna* by Jean-Pierre Erpelding, the collection of stories *Heimat* by Joseph Tockert, the publications by journalists Batty Weber and Frantz Clément, or the many recollections by contemporary witnesses. Poetry is exemplified by Poutty Stein and Willy Goergen, who both write in Luxembourgish, as well as by writers who express themselves in German or French like Nikolaus Welter, Paul Palgen or Marcel Noppeney. And in theatre, it's particularly Max Goergen with his Luxembourgish language dramas, that comes to mind.

To conceptualise Luxembourgish writers' interpretation of the First World War, this essay focuses on three topics: the German invasion on the 2nd of August 1914, the famine and its consequences, and the debate concerning war guilt. The literary examples analysed here allow us to define a number of general patterns of description, interpretation and treatment that point to a specific Luxembourgish discourse concerning the First World War. Excerpts from various works by different

authors show that the function of literature does not consist solely in the mimetic representation of experienced reality. On the contrary, literature participates in the interpretation of experience, shapes perspective and develops strategies for coping with the complexity of the world. In this respect, literature can compete with historiographical discourse, especially as it is less restricted in its choice of topic and use of language. Literature thereby offers more than a complement to historical sources: By telling stories, it explains history.

**Renée WAGENER, Die „Königsrose“ und die „Revolutionäre“. Historische Darstellungen der Krise von 1918/1919 [The „royal rose“ and the „revolutionaries“. Historical representations of the crisis of 1918/19]**

Against the backdrop of the Luxembourgish historiography on World War I, this contribution focuses on the historical representation of two actors, one individual and one collective: Grand-duchess Marie Adelheid, whose short reign came to an end in January 1919, and the revolutionary movement of 1918/1919, whose pressure for the abolition of monarchy and the instauration of a republic played a certain role in her abdication. A brief outline of the political developments in Luxembourg at the end of the war is followed by an analysis of the Luxembourgish historiography. In the first decades, historians concentrated mainly on the political crisis that peaked at the end of the war, mostly refraining, however, from placing the Luxembourg case in the context of the revolutionary movement that took place all over Europe. Their main objective was the ideological justification of the attitude and actions of different political actors; a more detached approach was rare during this phase. The analysis of chosen extracts from historiographical descriptions distils a picture of Grand-duchess Marie Adelheid as a young, beautiful and blameless, but fragile and unexperienced heroine who had been sacrificed on the altar of political intrigues. The revolutionary movement was often characterized as a chaotic accumulation of infantile and aggressive agitators who had no political impact. Only from the 1960s onward, Marie Adelheid was increasingly seen as a self-determined actor, whereas the revolutionary movement was described, mainly by historians from the Left, as the expression of a social class struggle. In general, the focus of Luxembourgish historiography has moved from the politics of the revolutionary period to a broader analysis of everyday life during wartime.

**Vincent ARTUSO, La Collaboration dans l’historiographie luxembourgeoise [Collaboration with Nazi Germany in Luxembourg historiography]**

The topic of collaboration with Nazi Germany was ignored by mainstream Luxembourg historians until the end of the 2000s. It did not fit into the dominant national narrative of WW2, in which resistance to German occupation was interpreted as the key phenomenon that sealed the nation-building process. This narrative rooted in a Nation-State model that was adopted in the late 1930s and was consensual within Luxembourg society until the end of the 1990s, the “parliamentary *Volksstaat*”. In this state form, democratic rights were reserved to a body of citizens defined along very strict *völkisch* (ethnic, essentialist) criteria. The Luxembourg nation was considered as an organism with a particular identity shaped by history. Collaboration

was not strictly speaking taboo, it was worse than that: it was an incoherence that reactivated the painful memories of the post-war purges when mentioned. In the past ten years, however, collaboration has not only reappeared in historical memory it has become the core issue associated with WW2. This was illustrated on 9 June 2015 when the Government and the Chamber of Deputies officially apologized towards the Jewish community for the participation of Luxembourg authorities to the anti-Semitic persecutions of the Third Reich, during the occupation period. This dramatic evolution can be explained by what French philosopher Michel Foucault would have called a shift in *épistémè*, thus a change in the way a society perceives the world and ordines the knowledge it produces. Since the late 1990s Luxembourg elites have tended to abandon the old-fashioned national model. This has led to a history and memory update in line with current international trends.

**Elisabeth HOFFMANN, La médiation de l'histoire de la « Résistance » au Luxembourg : une lente émancipation (de 1945 à nos jours) [The mediation of the history of “Resistance” in Luxembourg: a slow emancipation (from 1945 until today)]**

The essay analyses the public discussion of the “Resistance” in Luxembourg since the end of World War Two and asks why there is still no scientific overview of the subject, although there have been major developments in historical research since the 1970s. The study shows that the perspective on the “Resistance” is tightly embedded in a founding myth, which claims that the Luxembourgish nation as a whole heroically withstood the Nazi regime. Since the 1970s this image has been slowly deconstructed and qualified with the emergence of a young generation of historians. However, this development is also held back by major obstacles such as a lack of research institutions and publications, as well as the opposition of former resistance members, which explain why the process of emancipation from the founding myth has been slower in Luxembourg than in France or Belgium.

**Eva Maria KLOS, Die Zwangsrekrutierung in Westeuropa: Deutungskämpfe in der Geschichtsschreibung von 1944 bis heute [Forced recruitment in Western Europe: Conflicts of interpretation in historiography from 1944 until today]**

During the Second World War, approximately 149,000 men from Luxembourg, Eupen-Malmedy, Alsace and Lorraine were drafted into the German army. To this day, these men have been known as ‘forced recruits’ within the memory cultures of Western Europe. In reconstructing the historiography related to the ‘forced conscripts’ in Luxembourg, Eastern Belgium, Alsace and Moselle, this article is specifically concerned with the effect of the associations’ fight for recognition of the subjects determining historiography. It states that the associations of former ‘forced recruits’ in Luxembourg and France established a coherent narrative of their multiple war experience, which dominated the way their own story was written, told and transmitted to future generations. In Eastern Belgium, however, the associations failed to provide a common and coherent narrative of the former ‘forced recruits’

war time experience; they were thus unable to build up the same pressure as in Luxembourg and France in their quest for official recognition.

In conclusion, this article shows that historiography flourished especially in those areas where associations managed to emphasize the particularity of the 'forced conscripts' in collective narratives as well as in their fight for recognition in a publicly effective manner.

**Stefan HEINZ, Hubert Ritter, der Luxemburger Generalbebauungsplan und die NS-Architektur. Eine kritische Einführung in den aktuellen Stand der Forschung [Hubert Ritter, the General Development Plan for Luxembourg and National Socialist architecture. A critical introduction to the current state of research]**

The article examines the scientific debate on the National Socialist architecture over the past 70 years, with a focus on the German architect Hubert Ritter, who developed a general development plan for the city of Luxembourg during the Nazi-occupation between 1941 and 1944. His (never implemented) plan can be reconstructed with the help of archival material.

The comparison of the scientific approaches and topics of research in Luxembourg and Germany reveals certain differences. The scientific exploration of the political structures and artistic implications of NS-architecture began in Germany in the mid-1970s and in recent years intensive research results have been made in this field. In Luxembourg, however, Ritter's plans were scientifically acknowledged only in the late 1990s, although they had been known for a long time. One of the current tendencies is to concentrate on the ostensible contradiction of tradition and modernity in NS-architecture. The overly generalised antagonism between a progressive (and hence democratic) modernity and a traditionalistic Nazi-architecture can be discarded by analyzing Ritter's work. In terms of ideology, the Luxembourg plan represents a special case among the numerous urban development plans of the Third Reich, as one of its core intentions was to extinguish the specificity of Luxembourg's identity and make the city a German „cultural bulwark“ (a so-called „Kulturbollwerk“) of the West.

**Marie-Paule JUNGBLUT, Who owns the past? Überlegungen zur Repräsentation der Geschichte Luxemburgs während des Zweiten Weltkrieges in zwei ausgewählten Ausstellungen [Reflections on the representation of the history of Luxembourg during World War II in two exhibitions]**

This article compares two exhibitions focusing on Luxembourg during the German occupation in World War II. The first is a permanent exhibition at the Musée régional des Enrôlés de Force in Dudelange. The museum opened in 1984 to present the perspectives of the Luxembourgers conscripted into the Wehrmacht during the German occupation. The exhibition remains essentially unchanged today.

The second exhibition entitled "It wasn't that easy... 10 Questions about the History of Luxembourg during World War II" opened in 2002 as a temporary exhibition at the Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg. It reflected a variety of perspectives with the author of this article as curator.

The content of the first exhibition was heavily influenced by those who experienced World War II. They regarded Nazi-occupied Luxembourg as a victim with conscripted soldiers (*enrôlés de force*) being on a par with résistance fighters. The stories told and the objects selected made sense to most Luxembourgers who had firsthand memories of the War years. Today, this exhibition gives the impression of being a memorial.

With the passing of the World War II generation, the second exhibition was free to bring multiple perspectives to the past. It challenged Luxembourg's comfortable self-image as a hapless victim of German aggression.

**Régis MOES, *La Guerre froide au Luxembourg* au Musée national d'Histoire et d'Art. Comment présenter un sujet peu étudié dans l'historiographie à un grand public ? [The Cold War in Luxembourg at the National Museum for History and Art. How to present a topic little explored by historiography to a large public?]**

The article by Régis Moes, curator of an exhibition about Luxembourg during the Cold War presented at the National Museum for History and Art in Luxembourg (MNHA) in 2016, shows how the museum tried to display a scientifically accurate presentation of a subject not yet well researched in Luxembourg. Nonetheless, in the last years, contemporary Luxembourgish history has increasingly attracted the interest of scholars as well as of the general public. Even if research about the impact of the Cold War on political, social and economic history in Luxembourg is still limited, the exhibition allowed to give a first glance of a complex history that shows that the master narrative of a politically appeased country after Second World War needs to be nuanced. After a short historiographical review, the article illustrates how deeply Luxembourg, as a founding Member of NATO, was involved in the Western Bloc. The introduction of compulsory military service between 1944 and 1967 had, for example, a real impact on everyday life. The Cold War shaped national politics, even at the local level in certain municipalities, but also Luxembourgish foreign policy. The Cold War made it possible to marginalize certain political forces that were not enough tough on Communism. However, over time these approaches changed. The exhibition also provided an opportunity to collect new oral histories testimonies of the time of the Cold War in Luxembourg that will allow new research to delve further into this subject.

**Nicole KERSCHEN, *Des Assurances sociales à la Sécurité sociale. Influences des modèles étrangers et Européanisation* [From Social Insurance to Social Security. Influences from foreign models and Europeanisation]**

The general outlines of the evolution of the Luxembourg social security system from its origins to 2015 are indicated through the influence of foreign models and Europeanisation. The analysis focuses on three relevant historical moments: the creation of the system under the auspices of Bismarck and his social insurance model at the beginning of the 20<sup>th</sup> century, its extension to the whole working population after World War II thanks to the universality principle of the Beveridge Report and the current paradigm change under the pressure of the European Union.

Furthermore, a research program, whose aim it would be to deepen and improve the knowledge of the Luxembourg Welfare State model and its transformations, is suggested. The main objectives of this project would be to create a multidisciplinary team of researchers in Luxembourg, to establish an exhaustive bibliography on the Luxembourg model, to elaborate fundamental issues for a multiannual research program and to start comparative and European studies with foreign research institutes.

**Fernand FEHLEN, Les migrations au cœur des mutations sociales et démographiques de la société luxembourgeoise [Migrations: A question at the heart of social and demographical transformations of Luxembourg society].**

This contribution provides an overview of the most important publications on migration in Luxembourg, published since the second *Assises de l'Historiographie* in 2007. This period is characterized by a large number of qualification works and other academic publications, focusing among others on the Portuguese migration and the role of the Jewish community in the Grand Duchy. Besides this overview, the following topics are elaborated: emigration to the new world, especially in the United States; a controversy over statistics, in particular the demographic importance of emigration in the nineteenth century and the generally over-estimated emigration to the U.S.A.; the balance between emigration and immigration over the last 150 years, etc. The last section discusses the conceptualization of migrations beyond 'methodological nationalism'.

**Daniel THILMAN, La participation des Juifs au Luxembourg à la vie politique dans l'entre-deux-guerres [The political participation of Jews in Luxembourg between the two World Wars]**

Apart from Marcel Cahen, deputy mayor and member of the Luxembourgish Parliament, little is known about the political engagement of the Jewish Community in Luxembourg.

Intrigued by these observations, Daniel Thilman decided to research the political involvement of the Jewish Community in Luxembourgish cities and villages with an elevated population of Jews, focusing on the time period from 1920 to 1940. In contrast to Cerf and Lehrmann's reports, the current research indicates that Luxembourgish Jews were regularly represented as candidates in local elections. They won elections in Differdange, Luxembourg-City and Ettelbrück and received votes from both Jews and Non-Jews, demonstrating their acceptance in society. Not only Luxembourgish Jews but also foreign Jews who had been living in Luxembourg for more than 10 years showed political involvement. Unable to stand as candidates in elections due to their foreign nationality, they would act as supporters or sympathisers of (left wing / socialist / communist) labour unions and political parties. Three of these individuals went as far as volunteering in the Spanish Civil War.

Furthermore, Thilman's findings indicate different political affiliations between these groups with the Luxembourgish Jews leaning towards moderate left- or centre-left parties and the foreign Jews leaning more towards the left or radical left.